

# Les deux principales villes rwandaises sont depuis hier sous le contrôle du Front patriotique qui avance inexorablement

Le Soir, 5 juillet 1994

Les troupes du Front patriotique rwandais (FPR, dominé par la minorité tusti) ont pris lundi le contrôle des deux principales villes du Rwanda, Kigali et Butare, risquant d'entraîner à l'avenir les Français de l'opération militaro-humanitaire Turquoise dans une confrontation directe avec les rebelles.

Face à cet important développement de la situation, le gouvernement français a réaffirmé sa détermination à empêcher les «groupes armés» de porter atteinte aux populations dans la zone de sécurité dont elle souhaite la création dans le sud-ouest de ce pays.

Sur le terrain, le FPR a pris le contrôle de la totalité de Kigali désertée, après s'être emparé lors de violents combats de l'important camp de la gendarmerie de Kacyiru (nord de la ville) et du camp de la garde présidentielle à l'est. Ces deux camps étaient les principales positions que les forces gouvernementales conservaient dans la ville.

Lundi matin, les armes s'étaient tuées alors que les rebelles pénétraient dans le centre-ville. L'avancée du FPR a immédiatement provoqué un nouvel exode de la population qui s'est lancée

sur les routes de l'ouest et du nord du pays, alors que les forces armées ont fui la ville de même que leur commandement.

Je suis si heureux, j'ai rêvé pendant tellement longtemps de marcher dans les rues de Kigali, a dit le colonel du FPR Frank Mugambe, en visitant l'ancien bastion des forces gouvernementales. Des colonnes entières de soldats du FPR, épuisés et trempés, sont descendues des collines pour prendre position dans la capitale.

Dans l'extrême sud du pays, Butare est tombé lundi matin aux mains du FPR. Cette ville, située à 120 km de la frontière avec le Zaïre, avait été qualifiée dimanche soir de ville-fantôme, abandonnée par ses habitants ayant fui devant la poussée des rebelles. La ville est privée totalement d'électricité, d'approvisionnement en carburant et de nourriture.

C'est à la sortie de Butare que l'opération Turquoise a connu, dimanche, son premier incident depuis le début de la mission des troupes françaises au Rwanda, il y a dix jours. Selon des responsables militaires français, une patrouille de parachutistes a répliqué à des tirs de combattants du

FPR non loin de la ville. Les tirs ont duré une trentaine de secondes et n'ont pas fait de victime côté français.

Cependant, le secrétaire général du FPR, M. Théogène Rudasingwa, a démenti lundi à Londres que des soldats français aient été la cible de tirs à la sortie de Butare. Cette dernière allégation des milieux français est absolument fausse. (...) Je suis certain que l'accrochage n'a jamais eu lieu et suis complètement choqué d'entendre de telles accusations, a-t-il affirmé dans une interview à la BBC. Le FPR s'est d'autre part déclaré une nouvelle fois hostile au projet français de créer une zone de sécurité. La proposition française, c'est pour protéger les assassins, a indiqué un responsable du FPR à Bruxelles.

Mais Paris semble déterminé à poursuivre l'opération humanitaire actuellement en cours malgré la dégradation de la situation. La France a réaffirmé qu'elle veillerait à ce que les « *groupes armés* » ne puissent porter atteinte aux populations dans la zone de sécurité dont elle a demandé l'instauration dans le sud-ouest du pays.

Les troupes françaises stationnées dans la région ont ainsi reçu l'ordre de stopper l'avancée du FPR vers l'ouest. Le colonel Didier Thibaut, en position à Gikongoro, à 30 km à l'ouest de Butare, a reçu cet ordre du colonel Jacques Rosier, commandant de l'opération Turquoise, d'arrêter le mouvement des rebelles au niveau de Gikongoro et au-delà. Nous avons reçu l'ordre de rester à Gikongoro, et d'empêcher qui que soit de s'en prendre à la population, que ce soit le FPR ou l'armée rwandaise, a-t-il dit. Cet ordre transforme la nature de l'intervention française au Rwanda. Jusqu'ici, Paris a insisté sur le fait que l'intervention était une mission purement humanitaire et que toute confrontation avec le FPR serait évitée dans la mesure du possible.

Selon une source militaire à Paris, la France a demandé aux combattants rwandais – FPR, forces gouvernementales et milices hutus - de se tenir à l'écart de Gikongoro où sont réfugiés des centaines de milliers de réfugiés. (AFP, Rtr.)